



à Madame Elisabeth BORNE
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 PARIS

Paris, le 18 mai 2022

Madame la Première Ministre,

Vous prenez vos fonctions dans un contexte où plus que jamais nous avons besoin d'un service public de l'Education renforcé. Or l'Ecole publique et laïque a subi de profonds bouleversements ces dernières années. La multiplication des réformes imposées à marche forcée et le manque chronique de moyens ont dégradé les conditions de travail des personnels et des élèves. Une politique salariale inadaptée aux défis des rémunérations des personnels a conduit à un recul du niveau de vie des personnels. Les personnels aux plus faibles rémunérations en particulier les AESH, les AED, la plupart des contractuels se trouvent dans une précarité inacceptable. Le déficit d'attractivité des métiers de l'Education nationale et de l'Enseignement agricole public s'amplifie année après année.

La situation pour la prochaine rentrée est inquiétante. Avec la chute importante du nombre de présents aux concours de recrutement : des personnels vont manquer pour la rentrée 2022. Ceci alors que celles et ceux en postes dans les écoles, les établissements et les services sont épuisés par les réformes à marche forcée du dernier quinquennat et inquiets des projets annoncés.

Dans ce contexte, nos organisations FSU, UNSA Education, FNEC FP-FO, SGEN-CFDT, CGT Educ'action, SNALC, Sud Education, SNCL-FAEN, FO-EA, CGT Agri, SUD Rural Territoires et FCPE, considèrent que des mesures doivent être prises de toute urgence.

Il est nécessaire de mobiliser des moyens notamment en pérennisant partout où elles existent les listes complémentaires en y recourant en première intention. Il faut également dès maintenant renouveler les contractuels mobilisés pour assurer les remplacements cette année.

Dans l'immédiat, nous demandons un moratoire sur les suppressions de postes présentées dans les comités techniques malgré l'avis défavorable des organisations syndicales. Les dotations doivent être abondées pour tous les personnels.

Il est essentiel également de redonner de la force à l'École publique, trop de fermetures d'écoles sont constatées sur l'ensemble des territoires.

Au titre des priorités à engager dès le début du quinquennat, nous vous confirmons notre exigence d'une revalorisation ambitieuse des salaires pour tous les personnels non seulement pour compenser la perte de pouvoir d'achat depuis plusieurs années mais pour redonner de l'attractivité aux métiers des services publics d'Éducation, sans conditionnement à des tâches supplémentaires, dans le respect des statuts et du droit à un déroulement de carrière. Dans un contexte d'inflation importante, le point d'indice doit être revalorisé dans les plus brefs délais, afin de rattraper les pertes subies depuis des années.

Enfin, le projet de réforme des retraites annoncé est inacceptable et nous vous confirmons notre hostilité à tout nouveau recul de l'âge légal pour pouvoir partir en retraite.

Soyez assurée, Madame la Première Ministre, que nous sommes déterminés dans la défense de l'École publique, de ses personnels et des élèves. Nous serons particulièrement attentifs à la prise en compte de la voix des personnels et des parents d'élèves dans les premières décisions du gouvernement au regard de l'urgence de la situation.

Veillez agréer, Madame la Première Ministre, l'expression de nos salutations respectueuses.